

# Débat de la primaire à gauche : y a de l'idée

Par [Laurent Joffrin](#) — 13 janvier 2017 à 19:56



Paris, 12 janvier 2017. Premier débat télévisé des primaires citoyennes de la gauche sur TF1. Photo Marc Chaumeil pour Libération

- Débat de la primaire à gauche : y a de l'idée

Édito

Sans idées, la gauche ? Sans convictions, la gauche ? Morte, la gauche ? Pas tout à fait. On sait l'exercice difficile : des temps de parole courts, des échanges réduits, des figures imposées. La dose d'ennui est pratiquement obligatoire. Mais ceux qui se plaignent se plaindraient aussi d'une

primaire-spectacle. Dans cette circonstance, le premier débat de «la Belle Alliance» a rempli son office. Jean-Luc Bennahmias a crevé l'écran en Bourvil candidat (*lire aussi pages 12-13*) ; François de Rugy et Sylvia Pinel ont été clairs et nets ; Arnaud Montebourg un peu en-dessous ; Vincent Peillon un peu trop au-dessus ; Benoît Hamon et Manuel Valls (*lire aussi page 14*), enfin, les deux petits bruns nerveux, ont incarné avec flamme deux gauches bien découpées. Un manque d'idées ? C'est un cliché qui découle plus du poujadisme ambiant que d'un regard honnête sur cette primaire. En fait, plusieurs conceptions s'affrontent.

Benoît Hamon, rejoint par Jean-Luc Bennahmias, défend un projet de société neuf, inspiré des réflexions altermondialistes qui sont à l'œuvre depuis plusieurs années. Dans une économie où les algorithmes et les robots prennent une part croissante, le mécanisme de la destruction créatrice ne marche plus, ou marche mal. Il faut faire face à la pénurie d'emplois née de gains de productivité incessants. Plutôt que d'attendre le retour de la bonne vieille croissance, on doit prévoir de nouveaux principes de redistribution, dont le revenu universel est le principal outil. On peut contester ce point de vue, penser que le travail reste central dans nos sociétés, soutenir que le salariat est toujours l'avenir de la majorité des citoyens. Mais on ne peut pas balayer l'idée d'un revers de main. D'autant que le revenu universel, dans sa première phase, garantit aux plus démunis un niveau de vie supérieur aux actuels minima sociaux.

Arnaud Montebourg demande qu'on s'affranchisse de l'orthodoxie européenne pour financer par le déficit (provisoire) une relance de l'investissement, dirigée vers les équipements collectifs, la transition écologique et la révolution de la connaissance. L'ordolibéralisme imposé par l'Allemagne à l'Europe ayant montré ses limites, en tout cas pour les économies du sud du continent, il n'est pas stupide de chercher autre chose.

On dira qu'il est risqué de prévoir de nouvelles dépenses publiques. Peut-être. Mais quand François Fillon annonce qu'il creusera le déficit par les baisses d'impôts, en quoi prend-il moins de risques ? Il passe par la dépense privée, en bonne logique libérale, alors que Montebourg préfère l'investissement public. Droite contre gauche. La droite aurait-elle forcément raison ? Vincent Peillon veut lui aussi une stratégie de relance, mais il la situe au niveau européen, en comptant sur un accord avec l'Allemagne. Négocier un vaste plan d'investissement en échange d'une sagesse budgétaire qui rassurera l'Union ? Idiot ? Ou habile ? Manuel Valls, enfin, soutenu par François de Rugy et Sylvia Pinel, en tient pour une stratégie de continuité. Le redressement économique ayant commencé, il veut rendre du pouvoir d'achat aux classes moyennes et populaires, de manière à compléter par un soutien à la demande la «politique de l'offre» menée depuis quatre ans. A la différence de Fillon, il pense que l'aide prodiguée aux entreprises (par le CICE notamment) doit être équilibrée par la création de nouveaux droits pour les salariés (compte d'activité, de pénibilité, fusion et extension des minima sociaux...). Cette ligne sociale-démocrate est-elle absurde ? Là encore, on peut la critiquer. Mais le débat mérite d'être mené. Bref, on peut choisir sa gauche, plus ou moins réaliste, plus ou moins audacieuse, plus ou moins européenne. Une gauche, en tout cas, qui n'est pas de droite - on mesure la distance avec Fillon - et qui se distingue du flou macronien ou de l'emphase mélenchonienne. Une gauche qui reconnaît ses erreurs, celles de Hollande, mais qui peut encore gouverner.

[Laurent Joffrin](#)